



PRESENTATION DU SPEGNN

Le SPEGNN regroupe l'ensemble des entreprises locales gazières françaises afin de les représenter et de créer un lieu de partage des bonnes pratiques et des retours d'expériences.

Les entreprises locales gazières, créées au même moment que se développaient les réseaux d'énergies, résulte du choix d'élus ou de sociétaires de donner accès à l'énergie au sein d'un territoire. Elles ont poursuivi leur activité, au fil des décennies, en conservant leur modèle original et apprécié localement.

Le modèle que les entreprises locales gazières incarnent se réinvente constamment pour répondre aux différentes évolutions du secteur et aux aspirations des populations locales.

www.spegnn.fr

CAHIER D'ACTEUR

Syndicat professionnel des entreprises locales gazières

CAHIER D'ACTEUR

N°63 Février 2022

L'IMPORTANCE DES INITIATIVES LOCALES POUR CONCRETISER LA TRANSITION ENERGETIQUE

La transition énergétique dans laquelle s'est inscrite la France crée de nombreux défis techniques, économiques et d'acceptabilité. Les voies et moyens permettant d'atteindre les objectifs de neutralité carbone en 2050 sont divers. Il convient dès lors de choisir le scénario le plus adéquat pour répondre à tous ces défis.

S'il est important de définir, à l'échelle nationale, un cadre, les objectifs et leurs échéances, il n'en demeure pas moins que l'échelle territoriale s'avère incontournable pour trouver les solutions les plus pertinentes en fonction des problématiques de terrain, des aspirations des populations et du potentiel local. Le cadre national doit s'appuyer sur les initiatives locales et leur permettre de se développer.

LES ENTREPRISES LOCALES S'INSCRIVENT PLEINEMENT DANS LA TRANSITION ENERGETIQUE

Nos entreprises, qui sont toutes des entreprises publiques ou appartenant à la sphère coopérative, sont de véritables boîtes à outils au service de leur territoire. Par leur actionnariat et le fait qu'elles aient, depuis plus de 100 ans, placé l'intérêt général en constant filigrane de leurs actions, elles sont génératrices d'acceptabilité et de confiance. Elles permettent aussi, par leur très fine connaissance du terrain et la proximité avec les acteurs du territoire, d'étudier les solutions les plus adéquates en prenant en compte les particularités locales. Parangon de circuit-court, les revenus issus de l'activité de nos entreprises sont investis au bénéfice du territoire. Nos entreprises peuvent témoigner de l'importance de l'échelle locale pour concrétiser la transition énergétique.

RECHERCHER UNE TRANSITION ENERGETIQUE SURE ET COMPETITIVE



S'APPUYER EN PRIORITE SUR LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES

Le coût des infrastructures est à prendre en compte pour limiter celui de la transition énergétique

La transition énergétique est souvent perçue par le grand public exclusivement sous l'angle des moyens de production et de leurs coûts respectifs. Or, le coût global de la transition énergétique intégrera une part non négligeable de coûts liés à l'adaptation des infrastructures énergétiques.

Il est dès lors important de prendre en compte, dans les différents scénarii permettant d'atteindre la neutralité carbone, les conséquences de chacun d'eux sur les infrastructures existantes afin d'en intégrer le coût.

Les coûts liés aux infrastructures peuvent, d'une part, résulter de coûts de développement des réseaux ou d'adaptation de ceux-ci. Les coûts à prendre en compte peuvent être, d'autre part, des coûts échoués dans la mesure où certains scénarii conduiraient à l'abandon d'infrastructures énergétiques actuellement utilisées.

Les infrastructures énergétiques étant directement ou indirectement la propriété de collectivités

publiques, les éventuels coûts échoués seraient in fine supportés nécessairement par les consommateurs / contribuables.

Afin d'en limiter les coûts, la transition énergétique doit donc reposer en priorité sur les infrastructures existantes pour en améliorer l'intégration, tant sur le plan économique que sur le plan environnemental afin d'éviter la construction de nouvelles infrastructures.

Pour ses atouts, le potentiel du réseau gazier doit être pleinement utilisé

Les infrastructures gazières présentent aujourd'hui de nombreux avantages dans une dynamique de transition énergétique. A titre d'exemples :

- elles bénéficient d'un maillage territorial dense
- elles sont bien entretenues, respectant des normes exigeantes, et sont résilientes aux aléas climatiques afin d'assurer la sécurité d'approvisionnement
- elles sont enterrées et bien intégrées dans l'environnement car non visibles.

Si elles transportent aujourd'hui majoritairement du gaz naturel, l'avenir du contenant doit être dissocié de l'avenir du contenu. En effet, les réseaux gaziers peuvent fonctionner sans surcoûts significatifs avec du biométhane à 100%.

L'existence d'un réseau gazier dense et jeune, bien entretenu, permet d'envisager l'accueil d'hydrogène, en mélange ou pur. Cette source d'énergie, considérée comme d'avenir et devant jouer un rôle important demain, devra être acheminée. S'il existe différents moyens possibles de transport, la piste d'un acheminement par canalisation est aujourd'hui à l'étude et semble une des plus sérieuses – leur rôle pouvant se révéler déterminant pour la démultiplication des usages décarbonés. L'accueil d'une grande quantité d'hydrogène dans les réseaux de gaz est en train d'être expertisée. Les résultats sont attendus d'ici 2025.



VEILLER A UN EQUILIBRE ENTRE ENERGIES POUR ASSURER LA RESILIENCE DU SYSTEME

Une vision « mono énergie » sera toujours une erreur

La transition énergétique sert aujourd'hui de prétexte à certains acteurs pour imposer une vue du futur mono-énergie, et en particulier électrique, où cette énergie serait ultra dominante par rapport aux autres.

Or, dans une dynamique de transition énergétique, toutes les énergies renouvelables seront nécessaires pour, d'une part, atteindre l'objectif de neutralité carbone le plus tôt possible et, d'autre part, assurer à chaque instant la résilience du système et une réponse adaptée à chaque besoin de consommation, à chaque usage.

En effet, la sécurité d'approvisionnement ne peut être durable que grâce à la complémentarité des énergies qui sont nécessaires au fonctionnement de notre vie économique et sociale. Les gaz verts seront l'indispensable partenaire des énergies renouvelables électriques et thermiques et favoriseront leur développement et renforceront notre indépendance énergétique.

Se passer du potentiel du « gaz » pour verdir les usages serait une erreur. De nombreux usages, utilisant actuellement des énergies polluantes, pourraient basculer sur des solutions gaz, aujourd'hui gaz naturel et demain gaz vert. Tel est déjà le cas des chaudières utilisant du fioul. Ces

systèmes de chauffage peuvent être aisément basculés au gaz à des coûts et des impacts sur les installations existantes moindres pour les ménages et les entreprises que d'autres solutions énergétiques.

Tel est aussi le cas du développement rapide du GNV et du bio-GNV pour certains segments du secteur des transports dans un contexte où les zones à faibles émissions se multiplient. Le GNV et bio-GNV permettent ainsi de proposer aux transporteurs des solutions pertinentes tout en améliorant la qualité de l'air dans les villes et les territoires.

Mobiliser toutes les énergies renouvelables pouvant être produites localement dans des conditions économiques acceptables

Les énergies qui auront une place dans le futur mix énergétique à 2050 doivent être sélectionnées sur la base de critères objectifs :

- le caractère renouvelable de la source d'énergie considérée
- son potentiel de production au niveau national pour assurer notre indépendance énergétique
- ses coûts de production en fonction de sa maturité
- l'utilisation d'infrastructures existantes limitant les travaux nécessaires pour acheminer à moindre coût l'énergie produite.

SE DONNER LES MOYENS DE PRODUIRE RAPIDEMENT ET MASSIVEMENT DU GAZ VERT EN FRANCE

UN POTENTIEL DE GAZ VERT LOCAL IMPORTANT ET SUFFISANT

MISER SUR TOUS LES AXES DE VERDISSEMENT DU GAZ

Selon les dernières estimations, le potentiel de gaz vert pouvant être produit en France est important. Il est ventilé par filière de la manière suivante pour un total de 335 TWh :

- Biométhane : 135 TWh
- Pyrogazéification : 90 TWh
- Gazéification hydrothermale : 50 TWh
- e-méthane local : 60 TWh

Ces filières ont des degrés de maturité différents mais sont déjà pour certaines matures et a minima à des stades avancés d'expérimentation de sorte que la faisabilité technique et économique des projets est de moins en moins à démontrer.

L'ESSOR DES GAZ VERT BENEFICIERA A L'ECONOMIE LOCALE

Parmi les différentes énergies renouvelables, la filière des gaz verts occupe une place particulière par les externalités positives qu'elle engendre. Au-delà des emplois locaux non délocalisables, la filière

des gaz renouvelables se distingue notamment par la valorisation de divers déchets et par la création de modèles économiques soutenant d'autres activités essentielles. C'est ainsi que la transition énergétique dans le secteur gazier permet de pérenniser de nombreuses exploitations agricoles assurant aux agriculteurs des revenus complémentaires.

MOBILISER TOUS LES DISPOSITIFS PERTINENTS PERMETTANT DE VERDIR LE GAZ

Les dispositifs budgétaires

La filière des gaz vert doit pouvoir bénéficier, comme les énergies renouvelables électriques, d'un soutien financier pérenne à travers le budget de l'Etat. Ce soutien permet d'accompagner la filière vers un degré de maturité suffisant.

Les baisses constantes de coûts de production des gaz vert témoignent du caractère bénéfique d'un tel soutien sur la durée.

Les dispositifs extra-budgétaires

La transition vers un système gazier 100% vert nécessite d'importantes incitations et le budget de l'Etat ne peut à lui seul satisfaire la demande.

De nouveaux dispositifs innovants de financement doivent être imaginés et mis en place sans tarder.

Tel est le cas des certificats de production de biogaz dont les modalités d'application sont actuellement en discussion. Mais il est également important d'utiliser le levier du secteur des bâtiments à travers des mécanismes de fléchage du biométhane vers ce secteur (dispositif Méthaneuf).



Les thèmes du débat auxquels le cahier d'acteur contribue :

3. Souveraineté économique et échanges internationaux dans la transition : quel équilibre ?
5. Quel équilibre entre les différents outils de politique publique dans la lutte contre le changement climatique ?
7. Quelle répartition par secteur de l'effort supplémentaire pour le rehaussement de l'objectif climatique à l'horizon 2030 ?
8. Comment baisser les émissions du transport ?
9. Quelles évolutions pour le secteur du bâtiment ?
12. Comment organiser la fin des énergies fossiles à l'horizon 2050 ?